



LE FAIT DU JOUR

CRISE DU CORONAVIRUS

Et si l'école ne rouvrait qu'en septembre...

Le scénario d'une fermeture jusqu'aux grandes vacances est envisagé comme possible par une grande partie des représentants des parents et des profs. Ce serait lourd de conséquences.

PAR CHRISTEL BRIGAUDEAU

LE SCÉNARIO peut faire blêmir les parents exsangues après trois semaines d'école à la maison, mais il fait partie des paramètres de la sortie du confinement : l'école pourrait bien ne reprendre qu'après les grandes vacances, en septembre. Plusieurs pays ont déjà annoncé que l'échéance de la réouverture de leurs salles de classe se compterait en mois. C'est le cas pour plusieurs provinces du Canada ou Etats américains. La Grande-Bretagne a renoncé à organiser le A-Level en mai et juin, l'équivalent outre-Manche du bac. En Italie, le gouvernement a de son côté officialisé la rentrée après l'été. Et en France ?

« Cette hypothèse est la plus pessimiste, ce n'est pas celle qui est la plus préparée, mais elle est effectivement dans le tableau », indique Jean-Rémi Girard, du Snalc, l'un des syndicalistes enseignants associés ces derniers jours aux concertations menées par la Rue de Grenelle. Officiellement, le scénario privilégié est celui d'un retour en classe « la semaine du 4 mai », au sortir des vacances de printemps pour la dernière zone en congés – la zone A, avec les académies de Besançon, Bordeaux, Clermont-

Ferrand, Dijon, Grenoble, Limoges, Lyon et Poitiers. « C'est la date la plus satisfaisante pour faire travailler les élèves en leur donnant une perspective, mais ce n'est pas forcément la plus probable », analyse Hubert Salaün, le porte-parole de l'association de parents d'élèves PEEP.

La « continuité pédagogique » calibrée pour quatre semaines

En interne à l'Education nationale, « on est peu à penser que cela pourra être possible », confie Paul Devin, le secrétaire général du syndicat des inspecteurs de l'Education nationale (SNPI-FSU). « On voit mal comment on sortirait tous le 4 mai pour aller se regrouper dans des écoles, alors que le gouvernement travaille sur un déconfinement progressif », abonde Francette Popineau, porte-parole du principal syndicat des instituteurs, le Snuipp.

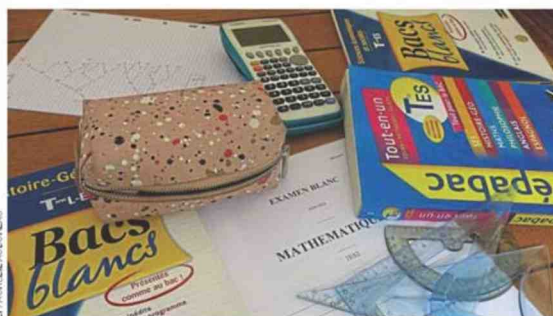
Dès lors se pose une autre question : la « continuité pédagogique », calibrée pour quatre semaines, tiendra-t-elle encore trois longs mois, jusqu'aux vacances, le 4 juillet ? « Il y a déjà un épuisement au bout de trois semaines », estime Stéphane Crochet, le représentant des enseignants du SE-Unsa, qui plaide pour « décréter les grandes vacances plus tôt, afin

de ne pas maintenir de façon artificielle une année scolaire qui n'existera pas ».

Que faire après un troisième trimestre fantôme, assomant de devoirs pour une partie des élèves, inexistant pour une autre frange d'enfants et d'ados, de plus en plus coupés de l'école ? « On ne pourra pas retourner en classe comme on appuie sur le bouton lecture après une pause : on n'est pas des machines. Quelle que soit sa date, la reprise sera aussi le temps de deuil et de l'impact psychologique de la crise sur les enfants », alerte Rodrigo Arenas, le coprésident des parents d'élèves FCPE. A la PEEP, aussi, on demande que la prochaine année scolaire « consacre des moyens à la reprise et donne la priorité aux enfants les plus en difficulté », suggère Hubert Salaün.

Encore faudra-t-il que l'école soit en ordre de marche. C'est courant juin que les équipes éducatives préparent leurs projets pédagogiques et l'organisation des classes pour l'année suivante. Un travail difficile à mener si le confinement se prolongeait tard dans une partie des régions.

Un autre problème, et de taille, donne des cheveux blancs aux cadres de l'école : les enseignants stagiaires, ces petits nouveaux recrutés normalement en mars, mais pour lesquels les concours ont été reportés à cause de la pandémie, pourraient n'être pas là à la rentrée. Ces jeunes profs, censés travailler à mi-temps dans les classes, risquent de manquer cruellement, « surtout là où le recours aux contractuels est déjà au taquet », remarque Paul Devin.



En raison de l'épidémie, il se pourrait que le traditionnel bachotage pour l'épreuve finale du bac ne soit pas nécessaire cette année.



FOCUS

UN BAC EN CONTRÔLE CONTINU ?

POUR DÉCROCHER son bac, il faut travailler régulièrement... L'adage n'aura jamais été aussi vrai. Car c'est en grande partie sur le contrôle continu que va reposer l'obtention du diplôme, faute de pouvoir organiser en juin des écrits pour les quelque 700 000 candidats.

Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, doit se prononcer ce matin sur le maintien d'au moins une épreuve finale, qui aurait le mérite de rassembler les élèves autour d'un rendez-vous symbolique mais présente un gros inconvénient : en cas de prolongement du confinement, l'épreuve pourrait être annulée in extremis. Or la demande des représentants des familles d'être fixés sur un scénario fiable se fait de plus en plus pressante. Hier soir sur TF 1, le Premier ministre s'est lui-même positionné : « Je crois pour ma part que c'est sur la piste du contrôle continu le plus complet qu'il va falloir se reposer », a expliqué Edouard Philippe, sans fermer complètement la

porte à une épreuve fin juin. Mais des contraintes, inattendues, fragilisent l'organisation d'écrits. Comment imprimer des millions de sujets alors que les imprimeries prestataires sont à l'arrêt ? « Quid de la fabrication des copies, en période de pénurie de pâte à papier, utilisée pour les masques ? » questionne un des participants à une réunion organisée mercredi par la Direction générale des affaires scolaires. Le ministère planche aussi sur la manière dont s'organisera le contrôle continu pour les terminales. Toutes les notes du dossier Parcoursup, y compris celles de 1^{er}, doivent-elles peser ? Et celles obtenues lors du confinement ?

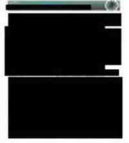
Un mot d'ordre : **bienveillance**

Edouard Philippe a esquissé, hier soir, la piste d'un contrôle continu basé sur les notes des 1^{er} et 2^e trimestres, « et si les cours peuvent reprendre dans de bonnes conditions en mai ou juin, alors le dernier trimestre ». Bienveillance toute ? C'est le mot d'ordre qui pourrait bien être passé. Si les oraux de rattrapage ne peuvent avoir lieu, les experts réfléchissent à les remplacer par l'examen des dossiers. Ce repêchage pourrait alors être ouvert à tous les recalés, y compris ceux dont la moyenne est inférieure à la note éliminatoire de 8/20. **CH.B.**



Le 4 mai, c'est la date la plus satisfaisante pour faire travailler les élèves en leur donnant une perspective, mais ce n'est pas forcément la plus probable

HUBERT SALAÜN, PORTE-PAROLE DE L'ASSOCIATION DE PARENTS D'ÉLÈVES PEEP



Même si c'est l'hypothèse « la plus pessimiste », l'école à la maison pourrait durer jusqu'à l'été.